



# Assemblée générale

Cinquante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale  
13 octobre 1998

Original: français

---

## Troisième Commission

### Compte rendu analytique de la 7<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le 9 octobre 1998, à 10 heures

*Président:* M. Hachani ..... (Tunisie)

## Sommaire

Point 101 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (*suite*)

Point 102 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 101 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (A/53/3\*, A/53/371-S/1998/848, A/53/380, A/53/381, A/53/416, A/C.3/53/L.2, L.3 et L.4)**

**Point 102 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (A/53/3\*, A/53/72-S/1998/156, A/53/95-S/1998/311, A/53/129-E/1998/58, A/53/204, A/53/371-S/1998/848, A/53/382, A/53/383, A/53/416)**

1. **M. Al-Khuraines** (Koweït) se félicite du rapport du Secrétaire général sur l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (A/53/129-E/1998/58) ainsi que de la lutte contre la drogue menée par l'ONU aux niveaux régional et international, en particulier par le Centre de prévention de la criminalité internationale et par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Le Koweït attache depuis longtemps une grande importance à la lutte contre la drogue, dont il a compris d'emblée la gravité. Un bureau chargé de la question a été doté de ressources humaines et financières adéquates et a été ensuite transformé en une administration structurée efficace. Le Code pénal du Koweït prévoit des sanctions contre les trafiquants, les utilisateurs et les personnes favorisant le trafic des drogues. Une loi a été votée sur le contrôle et l'utilisation des stupéfiants et un tableau des différents types de stupéfiants a été établi. Un décret destiné à contrer l'offre et la demande des stupéfiants régit l'importation, l'exportation, la production et la fabrication de médicaments et de substances psychotropes et prévoit des sanctions. Un décret royal allant dans le même sens a été promulgué. Le Gouvernement a également créé un comité dont l'action vise essentiellement à coordonner les efforts privés avec ceux des organismes publics, à promouvoir les politiques visant à prévenir et à contrôler l'utilisation des drogues, à sensibiliser le public au danger de la drogue, à coopérer avec les médias et d'autres instances, à mener des recherches scientifiques et à coordonner la coopération avec les institutions régionales et internationales pertinentes. Ce comité est secondé dans sa tâche par les organisations de la société civile.

2. Convaincu de l'importance des efforts collectifs nationaux, régionaux et internationaux menés dans ce domaine, le Koweït a ratifié en 1994 la Convention arabe pour la lutte contre le trafic de drogues et de substances psychotropes et a signé en octobre 1989, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances

psychotropes. Il participe activement à toutes les actions de formation à la lutte contre la drogue (ateliers, séminaires, etc.).

3. **M. Al-Sudairy** (Arabie saoudite) dit que son pays partage la préoccupation grandissante des États face à l'extension du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, problème tenace et complexe qui exige des efforts conjoints. Il faut en particulier adopter des mesures pratiques en vue d'appliquer des conventions internationales en la matière, de respecter les engagements pris au niveau mondial et d'éliminer les obstacles qui s'opposent à l'application de ces conventions par certains États, notamment les pays producteurs et exportateurs de drogues. Il est aussi extrêmement important que tous les États renforcent le contrôle des précurseurs qui entrent dans la composition des drogues et des substances psychotropes.

4. Comme les autres pays, l'Arabie saoudite se préoccupe du blanchiment de l'argent tiré du trafic illicite des drogues, qui est facilité dans certains pays par la faiblesse des contrôles financiers et l'existence du réseau Internet. Plus que jamais, il est nécessaire de contrôler les transferts d'argent suspects et de vérifier la provenance des fonds. Il est également indispensable de développer l'entraide judiciaire et l'échange d'informations et d'expérience, d'harmoniser les législations nationales et de mieux coordonner les activités menées par l'ONU pour lutter contre le trafic illicite des drogues et la criminalité organisée, en particulier le trafic des armes. L'Arabie saoudite déplore la dépénalisation des drogues, politique qu'elle considère contraire à la religion, au droit international et à la dignité humaine. Elle se félicite de l'action menée par le PNUCID et espère qu'il continuera, ainsi que les autres programmes pertinents, de bénéficier de l'appui de la communauté internationale.

5. **Mme Mekhemar** (Égypte) se félicite de la nomination de M. Pino Arlacchi à la tête de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et des efforts qu'il déploie pour en coordonner les activités. Elle fait l'éloge des résultats obtenus par l'ONU en matière de lutte contre la criminalité et de promotion de la justice pénale. L'Organisation s'emploie à adapter ses concepts aux exigences du monde actuel et à appuyer les États dans l'action qu'ils mènent pour atteindre les objectifs formulés dans la Déclaration de Naples et le Programme d'action mondial ainsi que dans les résolutions lors du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire en 1995.

6. En ce qui concerne la lutte contre la criminalité, l'Égypte a pris d'importantes mesures (mise en place d'un cadre juridique respectant pleinement les droits de l'accusé, mise

\* À paraître.

en oeuvre d'un programme de réinsertion des délinquants, conclusion de nombreux accords d'extradition). La coopération internationale étant indispensable dans la lutte contre la criminalité transnationale, l'Égypte se félicite des efforts accomplis en ce qui concerne l'élaboration d'une convention sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée et recommande la création d'un comité spécial. Il est regrettable qu'en dépit de son rôle important, l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants ne dispose pas de suffisamment de fonds.

7. S'agissant du contrôle des drogues, l'Égypte souscrit aux conclusions de la vingtième session de l'Assemblée générale et se félicite des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des recommandations du Programme d'action mondial sur les moyens de réduire la demande de drogues. Elle a pris diverses mesures pour réduire le trafic de drogues (renforcement du contrôle des substances psychotropes et de nombreux produits entrant dans la fabrication des drogues, dépistage du trafic de drogues au moyen des techniques les plus modernes) et renforcer sa législation pour lutter contre le blanchiment du produit du trafic illicite de drogues. Elle a aussi amendé sa législation pour l'harmoniser avec la Convention de 1988 sur le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes (amnistie et traitement médical des toxicomanes qui se rendent aux autorités) et pris des mesures pour que les délinquants coupables d'infractions mineures en matière de drogues soient traités conformément aux recommandations internationales en la matière. L'Égypte s'emploie aussi à éliminer les cultures de plantes servant à fabriquer des stupéfiants.

8. La prolifération des armes légères et de petit calibre constituant une menace pour la sécurité des États, l'Égypte est favorable à l'élaboration d'une Convention des Nations Unies pour la lutte contre le trafic de ces armes conformément aux décisions des organes pertinents.

9. **N. Najem** (Liban) dit que l'augmentation de la production de drogues et de la toxicomanie font de la question à l'examen un problème international que les États tentent de résoudre collectivement depuis le début du XXe siècle. Le Conseil des ministres arabes a adopté un projet de convention relatif à la lutte contre la production et l'utilisation de drogues et de substances psychotropes. Le Liban, qui continue de pâtir des séquelles de la guerre civile et notamment de l'occupation par Israël de la plaine de la Bekaa, a fait de la lutte contre la drogue une priorité absolue, conformément à ses engagements internationaux. S'il est parvenu à éliminer les cultures de drogues sur son territoire, il a cependant besoin de l'aide technique et financière d'autres pays – en particulier, des pays amis qui souffrent eux-mêmes du problème de la drogue – pour la mise sur pied de programmes de sensibilisation et de

traitement des toxicomanes, notamment dans la région de Baalbek.

10. Le Liban est convaincu que la lutte contre la drogue pourra aboutir à condition que tous les États déploient des efforts mieux coordonnés.

11. **M. Shumshere Rana** (Népal) dit que son pays, qui s'associe à la déclaration du Groupe des 77 et de la Chine, se préoccupe du problème de la consommation et du trafic illicites de stupéfiants au même titre que les autres pays de l'Asie du Sud et a inscrit la lutte contre les stupéfiants dans son neuvième plan quinquennal; il a adopté une politique nationale de lutte contre la drogue et une stratégie nationale de réduction de la demande et a inclus des dispositions à ce sujet dans la législation népalaise, conformément aux Conventions des Nations Unies de 1961 et de 1988 et de la Convention de 1990 sur les stupéfiants et les substances psychotropes de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

12. La délégation népalaise souscrit aux conclusions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue tenue en juin 1998, qui a permis d'élaborer une stratégie mondiale de lutte contre la drogue. Cette lutte doit être menée avec la collaboration de l'ensemble de la communauté internationale, y compris les organisations non gouvernementales et la société civile. Il importe également de veiller à former le personnel chargé du traitement et de la réinsertion des toxicomanes, ainsi que des fonctionnaires responsables du contrôle de la production et du trafic illicites de drogues, ce qui nécessite également le renforcement de la coopération multilatérale.

13. **M. Reyes Rodriguez** (Cuba) dit que, malgré les efforts faits au niveau international, l'augmentation de la demande et la mondialisation de l'économie ont créé un important marché mondial des drogues illicites. Les décisions adoptées lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème de la drogue devraient contribuer à renforcer la coopération internationale fondée sur le respect du droit international, en particulier de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du non-recours à la menace et à la force dans les relations internationales. Les principes de la responsabilité partagée et de l'intégrité dans l'examen de toutes les phases du processus depuis la production jusqu'à la distribution doivent continuer à guider les relations entre les États dans ce domaine. Cuba condamne à nouveau les mesures unilatérales prises par les États qui s'arrogent le rôle d'arbitre international de la bonne conduite alors que les maigres résultats obtenus ne correspondent pas aux responsabilités qui leur incombent au niveau mondial.

14. Au niveau national, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) a aidé Cuba à former du personnel et à bénéficier de l'appui technique et matériel nécessaire. Cuba appuie également les activités menées par l'Organe international de contrôle des stupéfiants en tant que seule autorité indépendante compétente au niveau mondial pour évaluer avec objectivité les efforts faits par les États. Étant donné sa situation géographique au coeur d'une région propice au trafic illicite, Cuba attache une grande importance à la coopération à tous les niveaux et a fait preuve de sa volonté d'empêcher que son territoire soit utilisé pour le transit de drogues illicites. Il a également conclu des accords bilatéraux de lutte contre la drogue avec de nombreux pays, notamment d'Amérique latine et des Caraïbes.

15. **M. Nader** (Jordanie) fait observer qu'en raison de sa situation géographique, la Jordanie a un rôle important à jouer face à l'expansion du marché des drogues illicites. Malgré les efforts faits pour éliminer les cultures illicites, la production et le trafic des précurseurs et des drogues synthétiques augmentent du fait de la mondialisation. Il faudrait donc adapter les conventions existantes à la nouvelle situation.

16. La délégation jordanienne appuie les activités menées par le PNUCID ainsi que les conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème de la drogue. Le Ministère de l'éducation a incorporé dans les programmes scolaires des textes visant à sensibiliser les enfants et les adolescents au danger des drogues. Les pouvoirs publics mènent des campagnes de sensibilisation en collaboration avec les organisations de la société civile et les médias et mettent en oeuvre des programmes de réinsertion sociale des toxicomanes. En outre, la législation prévoit de lourdes peines pour les trafiquants et la confiscation des biens provenant du trafic de drogues. Toutefois, la portée du problème exige une coopération et un partage des responsabilités à l'échelle internationale.

17. **M. Yang Xiaokun** (Chine) déclare que les importants documents adoptés par l'Assemblée générale lors de sa vingtième session extraordinaire, notamment la déclaration politique, définissent les stratégies et les mesures à mettre en oeuvre dans le cadre de la coopération internationale pour lutter contre la drogue. La gravité de la situation en matière de production, de vente et d'abus de drogues illicites dans le monde exige l'adoption d'une stratégie équilibrée de contrôle des drogues et de mesures concrètes pour lutter contre l'offre et la demande de drogues illicites. Le Gouvernement chinois, qui a toujours attaché une grande importance à la lutte contre les crimes liés à la drogue, a mis en oeuvre le Programme d'action mondial en s'attaquant au trafic transfrontière et en interdisant rigoureusement la culture illicite du pavot. Il a

également intensifié ses efforts de sensibilisation. La Chine est le premier pays à avoir interdit les stimulants de type amphétamine et a toujours fait preuve de détermination dans la lutte contre le trafic illicite de la métamphétamine. Elle a institué un système de licences à l'exportation, qui porte sur les produits chimiques figurant sur la liste établie par l'ONU depuis 1993 et de licences à l'importation depuis 1996. Grâce au concours de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, elle a pu, ces dernières années, empêcher, à maintes reprises, le détournement de précurseurs chimiques et leur exportation frauduleuse vers d'autres pays.

18. La Chine participe activement à l'exécution du programme de coopération sous-régionale mis en place par le PNUCID et a introduit des cultures de substitution dans les zones du «Triangle d'or», qui étaient consacrées auparavant à la culture du pavot, ce qui a favorisé le développement économique et social des zones frontalières et réduit la dépendance de celles-ci à l'égard de l'économie de la drogue. Pour que la lutte contre la drogue porte des fruits, il faut renforcer la coopération internationale dans le respect du principe de la souveraineté des États et du partage des responsabilités, appliquer intégralement la Stratégie internationale de contrôle des drogues adoptée à la session extraordinaire et assurer le développement d'activités de substitution grâce à l'assistance financière et technique de la communauté internationale.

19. **Mme Gil** (Israël) indique qu'Israël a récemment mis en place un programme visant à sensibiliser les membres de la police aux libertés fondamentales et à la dignité de l'homme, même dans les cas les plus difficiles. Ce programme est d'autant plus important dans une société multiculturelle aux valeurs conflictuelles. À cette fin, tous les membres de la police doivent suivre une formation de base touchant la déontologie, les services aux personnes âgées et l'utilisation de la force. Un fonctionnaire chargé de l'enseignement de la déontologie a été nommé par la Force de police israélienne dans les années 80. Des principes directeurs ont ainsi été définis en vue de prévenir la violence perpétrée par les agents de police. La police a également pris diverses mesures portant sur la sélection de nouveaux agents de police, la tenue d'ateliers sur les procédures de l'interrogatoire, la prévention de la violence, les droits de l'homme et l'égalité. L'Association pour les droits civils en Israël a reconnu les efforts déployés par la police dans ce domaine. Ces progrès en matière de protection des droits civils sont également visibles dans les dispositions judiciaires adoptées. La Loi fondamentale sur la liberté et la dignité humaine promulguée en 1992 définit de nouvelles normes en matière d'arrestation et de détention et vise notamment à réduire le nombre d'arrestations injustifiées, à empêcher que nul ne soit arrêté sans être

inculpé, sauf en cas d'ingérence dans le processus judiciaire, et à garantir à tout suspect le droit de s'entretenir avec un avocat dès le début de l'interrogatoire. Les droits fondamentaux des détenus et prisonniers ont été précisés dans des décisions de la Cour suprême, ce qui a permis de leur garantir de meilleures conditions de détention, notamment l'accès à des services médicaux.

20. **M. Ka** (Sénégal) souligne que le problème mondial de la drogue menace non seulement la santé des consommateurs, en particulier des jeunes, et les cultures vivrières des pays producteurs, mais aussi la paix et la sécurité nationales des pays concernés. L'Afrique, qui est devenue une place forte en matière de transactions illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et un fournisseur important de cannabis sur les marchés mondiaux, n'a pas les moyens de faire face seule à ce trafic. Au niveau régional, l'Organisation des États africains (OUA) s'est investie dans la lutte contre la drogue, de même que les organisations sous-régionales africaines. Elle a adopté, à l'occasion du Sommet de Yaoundé, qui s'est tenu en 1996, une Déclaration politique et un Plan d'action sur la lutte contre l'abus et le trafic illicites des drogues en Afrique. En 1993 et 1994, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté des résolutions traduisant l'engagement des gouvernements des États d'Afrique de l'Ouest à faire de la lutte contre la drogue une question régionale de première importance. Elle a mis en place, au sein de son secrétariat exécutif, une cellule de coordination de la lutte antidrogue. Elle a aussi adopté, à l'occasion du Sommet de la CEDEAO, qui s'est tenu en 1997 à Abuja (Nigéria) une Déclaration politique et un Plan d'action sous-régional de lutte contre la drogue, complétés par deux Conventions relatives à la coopération judiciaire.

21. Au niveau national, le Sénégal dispose depuis 1963 d'une loi contre l'usage et le trafic illicite de cannabis, et, depuis 1965, d'une Commission nationale des stupéfiants, qui a été rebaptisée Comité interministériel de lutte contre la drogue. Le Sénégal a également adopté un plan national de lutte contre l'usage et le trafic illicite de drogue, qui met l'accent sur le renforcement des capacités nationales, notamment en matière de répression, et sur les activités de prévention et la prise en charge des toxicomanes. Il s'est également doté d'un code des drogues, élaboré en collaboration avec le PNUCID, et a ratifié toutes les Conventions des Nations Unies de 1961, 1971 et 1988. Le Sénégal s'oppose à la dépénalisation des drogues et s'emploie, en collaboration avec les institutions internationales et ses partenaires, à faire appliquer les dispositions adoptées dans ce domaine. A cet égard, la délégation sénégalaise souligne l'importance des documents adoptés à l'occasion de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au pro-

blème mondial de la drogue, en particulier à la Déclaration politique, à la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues, et aux mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème de la drogue dans le monde.

22. **Mme Camara** (Guinée) dit que le problème des drogues illicites continue d'empirer dans le monde, notamment en Afrique, où, malgré les saisies importantes effectuées, le trafic et l'abus des drogues sont en hausse, en raison, entre autres, de l'instabilité économique et politique du continent. Il est par conséquent nécessaire de renforcer la coopération internationale afin d'éradiquer ce fléau. Le Gouvernement guinéen continue de déployer les efforts nécessaires pour la mise en oeuvre des conventions sous-régionales, régionales et internationales pertinentes, conformément au plan d'action national qu'il a présenté à l'occasion de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue. Il a notamment ratifié les différentes conventions et promulgué des textes juridiques et s'est attaché à renforcer le cadre réglementaire relatif à la lutte contre les stupéfiants. Il se félicite par ailleurs des recommandations formulées par le PNUCID, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une étude sur les liens entre la pauvreté et la drogue en Afrique.

23. Réaffirmant la volonté du Gouvernement et du peuple guinéen à poursuivre inlassablement la lutte contre la drogue, la délégation guinéenne lance un appel à la communauté internationale afin d'apporter l'assistance nécessaire à l'Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI), conformément à la résolution 52/89 de l'Assemblée générale.

24. **M. Rasheed** [Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] dit que le problème de la production, du trafic et de l'usage illicites des drogues continue de porter préjudice à la santé et au développement des jeunes, mais aussi à l'exercice de leurs droits. La santé et le développement des jeunes figurent en bonne place parmi les priorités du programme de l'UNICEF pour 1998-2000, qui vise notamment à résoudre un ensemble de problèmes liés à l'abus de drogues, d'alcool ou de tabac, à la sexualité des jeunes et à la violence. Les activités prévues à ce titre seront axées sur le droit des jeunes à l'information; la préparation à la vie active; l'accès à l'éducation, à la santé, aux loisirs et à la justice pour mineurs; la création d'un cadre de vie favorable à leur épanouissement et exempt de toute exploitation et de violence; et l'élargissement de leur participation. Elles seront menées dans le cadre des politiques et des activités de planification nationales et au niveau des établissements scolaires, des services de santé destinés aux jeunes, des organisations non gouvernementales et des médias.

25. L'UNICEF accueille avec satisfaction la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues, adoptée lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue, qui s'est tenue en juin, et appuie la décision d'accorder la priorité aux jeunes et aux activités de réduction de la demande. L'UNICEF a participé au forum consacré à la prévention de l'abus des drogues organisé en avril 1998 par le PNUCID à Banff (Canada), ainsi qu'à la planification et à l'organisation, en collaboration avec le PNUCID et l'UNESCO, d'activités présentées en marge de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème de la drogue. À cette occasion, le Directeur général de l'UNICEF a souligné que «les jeunes ne sont pas au noeud du problème de la drogue, mais que celui-ci tient au fait que, trop souvent, leurs droits ne sont pas suffisamment pris en compte ou respectés». L'UNICEF a également eu l'occasion de participer à la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse, qui était organisée par le Gouvernement portugais, et qui s'est tenue à Lisbonne du 7 au 11 août 1998. Par ailleurs, l'UNICEF a pris part, avec l'OMS, le FNUAP, et le secrétariat du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), à la préparation d'un document d'information consacré à la santé des jeunes et au développement, et a veillé, avec ses principaux partenaires et les organisateurs de la Conférence, à ce que la Déclaration de Lisbonne porte non seulement sur les drogues illicites, mais aussi sur les méfaits du tabac et de l'alcool.

26. En août 1998, le bureau de l'UNICEF pour le Brésil a accueilli la deuxième réunion du Groupe interrégional de programmation sur les jeunes en crise, avec la collaboration du PNUCID, de l'OMS et du secrétariat du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), qui visait à intensifier les activités menées au niveau national en faveur de la protection des droits des jeunes les plus vulnérables, et qui traitait largement du problème de la drogue. Enfin, l'UNICEF entend renforcer sa coopération avec le PNUCID et ses autres partenaires, et s'apprête à lancer une initiative importante avec l'OMS, la Banque mondiale et d'autres partenaires, sur le thème de la protection des jeunes contre le tabac.

27. **M. Garcia Gonzalez** (El Salvador), s'exprimant également au nom du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, fait observer que peu de questions sont aussi controversées et ont autant d'incidences sur tous les plans que celle à l'étude. Les pays d'Amérique centrale ont adopté une série de mesures communes visant à atténuer et éventuellement à éliminer les conséquences de la toxicomanie dans la sous-région. Ces mesures ont consisté à formuler des politiques régionales, à conclure des accords

de coopération et d'assistance mutuelle entre les organismes nationaux chargés de lutter contre le trafic illicite des drogues, à mener des opérations conjointes, à échanger des informations et à renforcer l'entraide judiciaire. Le programme d'action adopté lors de la quinzième Réunion des présidents des pays d'Amérique centrale, tenue à Guacimo (Costa Rica) en août 1994 ainsi que la constitution de l'Alliance centraméricaine pour le développement durable ont contribué à renforcer ces mesures. Les autorités nationales responsables et la Commission centraméricaine permanente ayant pour mission d'éliminer la production, le trafic et les consommations illicites de stupéfiants et de substances psychotropes ont été chargées de présenter des rapports périodiques détaillés sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés afin d'évaluer la mise en oeuvre des dispositions du Plan d'action sur la question, adopté lors de la réunion susmentionnée, et qui sont conformes aux priorités définies au niveau international.

28. S'agissant de la réduction de la demande, les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont centré leurs efforts sur l'établissement de diagnostics et les résultats préliminaires des diverses études effectuées dans la sous-région confirment l'augmentation de la consommation de drogues parmi les adolescents et les enfants. On s'est donc attaché en particulier à promouvoir l'intégration dans les programmes scolaires de programmes de sensibilisation au problème de la drogue et de prévention et à encourager les groupes communautaires à faire prendre conscience de ce problème. Les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et la société civile ont concerté leurs efforts en vue de combattre ce fléau sur tous les plans. C'est ainsi que des réformes ont été apportées aux législations pour lutter contre le blanchiment de l'argent; les systèmes judiciaire et juridique, notamment en matière de répression, ont été renforcés ainsi que la coopération judiciaire et le Traité centraméricain de sécurité démocratique a défini les nouvelles orientations des forces armées de la région pour le nouveau millénaire, notamment les domaines dans lesquels ces forces seraient appelées à mener des opérations visant à empêcher le trafic illicite de drogues et le trafic international d'armes et d'explosifs.

29. Sur le plan international, les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont participé activement aux travaux de la Commission des stupéfiants, agissant en tant qu'organe préparatoire de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi qu'aux débats de ladite session. L'Assemblée générale a adopté une Déclaration sur les principes directeurs relatifs à la réduction de la demande de drogue, une Déclaration politique et des plans d'action contre la fabrication, le trafic et l'abus des stimulants de type

amphétamine et de leurs précurseurs et diverses mesures (contrôle de précurseurs, promotion de l'entraide judiciaire, lutte contre le blanchiment d'argent, coopération internationale en matière d'élimination de cultures illicites et de promotion d'activités de substitution. L'adoption du Plan d'action visant à réduire la demande contribuerait dans une grande mesure à l'application des mesures convenues lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

30. Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) devrait aider les pays d'Amérique centrale à mettre au point un système d'information sous-régional pour la collecte et l'analyse de données concernant l'abus des drogues ainsi que des programmes de formation en matière de prévention, de traitement et de réinsertion sociale. Ces pays devraient également bénéficier d'une assistance et de conseils techniques pour les aider à créer des laboratoires spécialisés dans la détection de la drogue ou à renforcer ceux dont ils sont déjà dotés et disposer d'échantillons de drogues, de leurs précurseurs et de leurs substituts aux fins d'analyses comparatives.

31. S'agissant des mesures adoptées au niveau de l'hémisphère, la mise en place d'un système d'évaluation objectif des dispositions prises par les États membres de l'Organisation des États américains a progressé de manière satisfaisante.

32. Enfin, les gouvernements des pays d'Amérique centrale réitérent l'engagement qu'ils ont pris de poursuivre résolument la lutte contre la drogue, d'appliquer les décisions prises lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale en fonction de leurs capacités et ressources et de renforcer les mécanismes sous-régionaux et nationaux, tout en appelant l'attention sur la nécessité d'accroître la coopération internationale en vue d'atteindre les objectifs visés. L'Amérique centrale estime qu'elle contribue ainsi dans une modeste mesure avec la communauté internationale à libérer le monde de la drogue pour le prochain millénaire.

*La séance est levée à 11 h 45.*